L’IA est une menace pour 5 millions de salariés en France, selon une étude

La généralisation de l’intelligence artificielle dans les entreprises menace particulièrement les métiers les plus rémunérés, selon une étude de la Coface et de l’Observatoire des emplois menacés et émergents.

Par Thibaud Métais et Jules Thomas le 18 mars 2026



COLCANOPA

Eliott Jabès l’assume : il a décidé de stopper les recrutements de développeurs pour sa start-up de commerce en ligne Stockly en raison des gains de productivité offerts par l’intelligence artificielle (IA). L’entrepreneur préfère renforcer la formation de ses 100 salariés. *« On a vu au quatrième trimestre 2025, notamment avec la dernière version de Claude, un vrai saut en matière de productivité. Alors qu’elle augmentait jusqu’alors de 10 % à 50 % selon les cas avec les différents outils d’IA, là on a pu multiplier ce gain par deux ou trois »*, affirme l’entrepreneur.

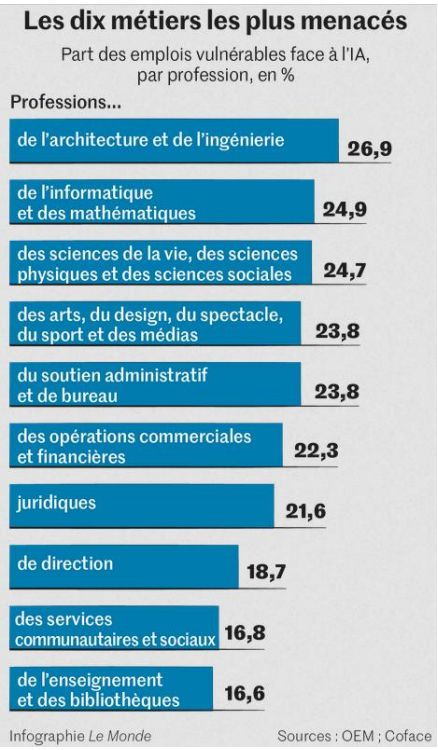
Cet exemple reste, pour le moment, une exception en France. Mais il résonne avec tous les plans de réductions d’effectifs, réalisés ces derniers mois, liés à l’essor de cette technologie dans le monde. Fin 2025, pour le seul mois d’octobre, les employeurs américains ont annoncé 153 000 licenciements, dont 31 000 étaient justifiés par le recours à l’IA, selon le cabinet de reclassement Challenger, Gray & Christmas.

A l’heure actuelle, 3,8 % de l’emploi est fragilisé par le déploiement de l’IA générative, selon une étude de la compagnie d’assurance-crédit Coface et de l’Observatoire des emplois menacés et émergents (OEM) à paraître le 1er avril. *« Cette estimation se base sur ce que vivent aujourd’hui les entreprises françaises : on déploie des chatbots, on se sert d’un modèle de langage plus ou moins encadré »*, décrit Aurélien Duthoit, économiste chez Coface et coauteur de l’étude.

L’architecture et l’ingénierie exposées

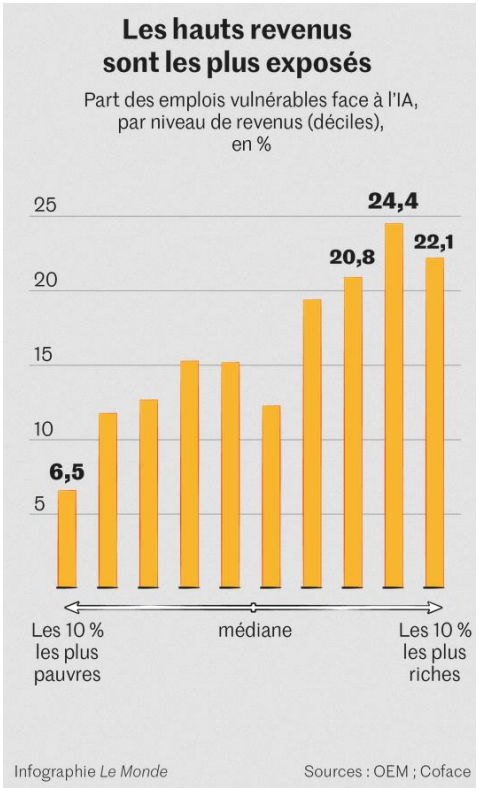
Si l’impact peut paraître limité, c’est que l’IA n’en est encore qu’à ses balbutiements dans les entreprises de l’Hexagone. Seulement 7 % des salariés français utilisaient quotidiennement l’IA générative au travail en 2025, et 14 % de manière hebdomadaire, tandis que la moitié d’entre eux n’avaient pas utilisé d’outils d’IA générative, selon une étude du cabinet PwC publiée mardi 17 mars.

Mais lorsque celle-ci sera massivement adoptée, l'effet attendu est tout autre. D'ici deux à cinq ans, les travaux menés par la Coface et l'OEM montrent que 16,3 % de l'emploi français serait menacé, soit près de 5 millions de personnes. *« L'IA agentique* [qui permet l'analyse, la planification et l'exécution autonome d'opérations] *peut combiner plusieurs actions, et pourrait automatiser des flux de travail entiers de certains métiers,* précise Axelle Arquié, économiste du travail et cofondatrice de l'OEM. *Dans ce scénario, un métier sur huit a plus de 30 % de ses tâches automatisables. »* Dans un climat d'incertitude générale, de nombreux travaux ont été publiés ces dernières années, avec des conclusions très variées, certains promettant une *« jobs apocalypse »*, d'autres anticipant un développement de l'IA sans grand effet sur l'emploi.



La particularité de l'étude de la Coface et de l'OEM repose sur sa méthodologie, qui n'a pris en compte que les tâches existantes et s'abstient de tout critère éthique ou idéologique. Chaque métier a été décomposé en tâches complexes jusqu'au niveau de l'action élémentaire (résumer des données, par exemple), pour laquelle un score d'automatisation a été appliqué. *« En remontant et en pondérant le poids de chaque tâche dans un métier, on obtient la part des tâches* (…) *qui sont menacées »*, éclaire Axelle Arquié. Cette probabilité d'automatisation est ensuite comparée au volume d'emploi par profession et par secteur, ce qui permet d'estimer la menace sur l'emploi.

Parmi les familles de professions exposées ressortent en premier celles de l'architecture et de l'ingénierie (26,9 % de l'emploi à risque), de l'informatique et des mathématiques (24,9 %) – avec un pic à 31 % pour l'informatique –, ou celles du soutien administratif et de bureau (23,8 %). Il s'agit d'activités en général très qualifiées, bien rémunérées : ainsi les 10 % des plus hauts revenus de la population française sont menacés à hauteur de 22,1 %.



Les métiers créatifs sont aussi dans le viseur : le score s'élève à 23,8 % pour ceux des arts, du design, du spectacle, du sport et des médias. Certaines professions indépendantes comme les traducteurs ont déjà vu les possibilités de travail se raréfier ou se dégrader. *« J'ai moins de nouveaux clients. Entre 2023 et 2025, j'ai perdu un tiers de chiffre d'affaires. Et encore, je m'en sors mieux que beaucoup de collègues,* illustre Laura Hurot, traductrice indépendante et porte-parole du collectif IA-lerte générale. *Aujourd'hui, beaucoup de clients demandent de repasser derrière une prétraduction* [réalisée] *par l'IA. »*

Idem pour les emplois juridiques, exposés à hauteur de 21,6 %. Stéphane Gaillard, avocat spécialisé en droit médical, est friand des outils d'IA juridiques, déjà très déployés dans les cabinets. *« Je ne le vois pas comme une solution mais comme un outil performant d'assistance à la gestion documentaire,* décrit-il. *L'IA remplace l'équivalent d'un stagiaire. Il va falloir changer notre manière d'appréhender la formation des jeunes avocats. »* Peu de secteurs sont épargnés. *« Dans l'industrie, les métiers manufacturiers sont protégés. Mais il y a aussi des ingénieurs et fonctions support qui sont, eux, menacés,* décrypte Aurélien Duthoit. *C'est notamment le cas dans la pharmacie et l'électronique. »*



Pour certains observateurs, si ces craintes sont fondées, il est nécessaire de remettre en perspective le développement de toute nouvelle technologie. Robotisation, Internet, ubérisation… l'économie a déjà été bouleversée par de nombreuses révolutions, toutes accompagnées de prévisions alarmistes pour l'emploi. *« Ces grandes peurs décennales masquent les vrais enjeux du débat. Elles laissent croire que la technologie s'impose toute seule, alors que, si des emplois sont détruits, c'est parce que quelqu'un le décide »*, considère Bruno Palier, directeur de recherche du CNRS à Sciences Po.

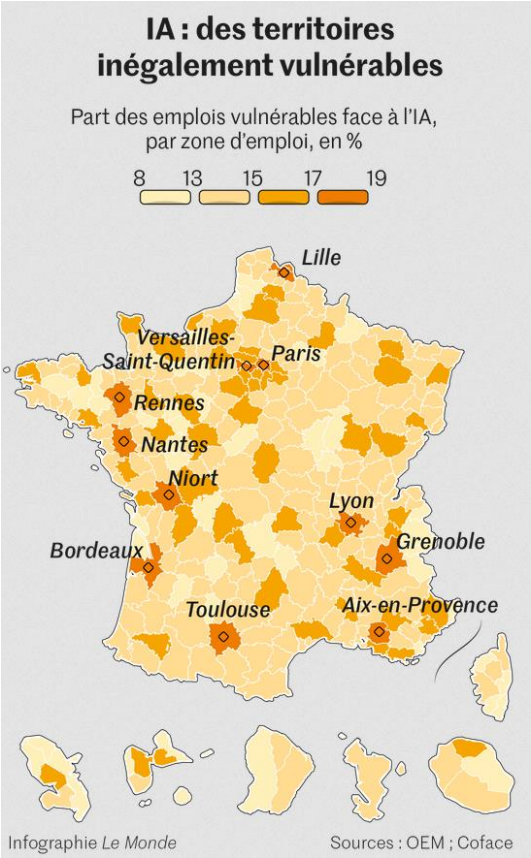
« Les discours alarmistes sont tenus en premier lieu par les promoteurs de ces technologies qui, vu le niveau des investissements, ont besoin de faire perdurer l'idée que ça va être rentable à court terme, et donc qu'il y aura un gros impact », complète Grégory Verdugo, professeur de sciences économiques à Cergy-Paris Université et chercheur associé à l'Observatoire français des conjonctures économiques.

Une anticipation primordiale

Ce qui est relativement certain, c'est que le déploiement de l'IA ne va pas transformer le marché du travail de la même façon que l'informatique. La révolution Internet a augmenté les inégalités, et a polarisé l'emploi en remplaçant des tâches effectuées sur des emplois intermédiaires. Les effets s'étaient concentrés sur le milieu de la distribution des salaires et avaient préservé, voire avantagé, ceux qui avaient fait des études supérieures. *« On s'attend à des conséquences pour des travailleurs d'autres niveaux de qualification »*, avance Grégory Verdugo. Selon la Coface, les trois plus hauts déciles de revenus sont ainsi menacés à plus de 20 %. A l'inverse, certains secteurs ou professions seront difficiles à automatiser. Parmi les métiers les moins en danger figurent ceux du nettoyage et de l'entretien des bâtiments ainsi que des espaces extérieurs (5,4 %), ceux liés à l'agriculture, à la pêche et à la sylviculture (7,9 %) ou à la restauration (7,5 %).

Face à ce bouleversement du marché de l'emploi, l'anticipation est primordiale. *« On aura d'autant plus de chances de faire un bon usage de l'IA que ce sera discuté avec les*

représentants des travailleurs », souligne Bruno Palier. En juillet 2025, le gouvernement a lancé un plan national, Osez l'IA, qui vise à former ou sensibiliser 15 millions de professionnels d'ici à 2030. Pour s'adapter à la révolution en cours, le gouvernement réfléchit également à la création d'un observatoire national de l'impact de l'IA sur le marché du travail, qui pourrait se fonder sur les entreprises et les branches professionnelles. *« On produit souvent des outils en décalage avec les situations réellement vécues par les travailleurs, et qui oublient que l'IA peut intensifier le travail »*, estime Yann Ferguson, sociologue et directeur scientifique du LaborIA, laboratoire de recherche-action qui s'intéresse à cette technologie au travail.



Si des transformations sont déjà à l'œuvre dans les entreprises, on n'assiste pas pour autant à une rupture brutale, l'arrivée de l'IA se faisant de manière progressive. *« Les projets d'employeurs ont un taux de passage à l'échelle très faible,* tempère Yann Ferguson. *De manière globale, en France, on en est encore au stade des formations très génériques, avec une industrialisation des parcours de formation. Mais personne n'ose supprimer des tâches ou faire évoluer ses process. »*

Avant d'en arriver là, un effet sur l'emploi, même sensible, pourrait remettre en cause l'équilibre de la protection sociale, alertent les auteurs de l'étude. En affectant des emplois très bien rémunérés, les conséquences budgétaires pour l'Etat pourraient être très importantes. *« A court terme, il y aurait un effet de ciseau sur les finances publiques, avec moins de cotisations, et des demandeurs d'emploi à indemniser,* projette Axelle Arquié. *Mais l'autre question, c'est : le rapport de force entre capital et travail va-t-il encore se dégrader ? Est-ce que l'emploi va se déqualifier, avec un humain seulement vérificateur ? »*